

## **Crise au Mali : état des lieux des différentes initiatives de paix**

**Auteurs : Ibrahim Ag Idbaltanat, Soumaguel OYAHIT, Abdoulaye MACKO**

### **Introduction**

Les crises politico sécuritaires au Mali constituent la source principale de la vulnérabilité à la fois de la nation et de l'Etat maliens. Plusieurs réponses conjoncturelles, basées sur une approche exclusivement sécuritaire ou mixte – combinaison sécuritaire-dialogue – ont été tentées pour résorber ces crises, sans succès durable.

Or, au regard des turbulences internes et des menaces sous régionales de plus en plus préoccupantes dans la bande sahélo-saharienne (islamisme politique et djihadisme international), il est impérieux que le Mali à travers ses gouvernant-e-s et son ingénierie sociale s'attèle à contenir la conflictualité qui a tendance à devenir structurelle.

Malgré la signature de l'accord de paix de Bamako en juin 2015 et la présence de forces internationales dans le pays depuis près de huit ans, la crise au Mali est loin d'être résorbée. Le pays est confronté à une multitude de défis auxquels il est nécessaire d'apporter des solutions durables et fiables. Les graves tensions sécuritaires qui secouent le pays, marqué par la présence de mouvements armés autonomistes, d'insurgés djihadistes et de groupes d'autodéfense à base communautaire, ne sont en réalité que le symptôme d'une crise qui touche le cœur de la nation malienne.

Les groupes extrémistes violents prospèrent dans les zones de tensions où l'Etat est absent, contesté, ou lorsque sa présence ne se manifeste que par l'action, et parfois les abus, des forces de sécurité. Ils se développent quand les conflits intercommunautaires pour l'accès aux ressources naturelles s'aggravent et quand leur gestion pacifiée n'est plus assurée ni par l'Etat, défaillant, ni par des autorités traditionnelles contestées. Dans ces espaces, les groupes radicaux savent trouver leur place en se rendant utiles et en soutenant certains groupes contre d'autres. Ils apportent une forme de protection, des armes et un savoir-faire militaire, mais aussi une réponse quoique temporaire à une forte demande locale de justice, de sécurité. Le centre du Mali offre un terrain particulièrement propice à la mise en œuvre de leur stratégie d'implantation. Les groupes extrémistes violents chassent l'Etat et ses agents, ils chassent les notabilités les plus en vue, ils chassent les leaders religieux qui ne partagent pas le même point de vue que ce qu'ils prêchent. Ensuite ils se substituent progressivement à tou-te-s dans de larges portions du territoire.

L'Etat est contesté mais pas rejeté, y compris par certain-e-s sympathisant-e-s des groupes radicaux. En intervenant dans le centre, l'Etat et ses partenaires ne doivent cependant pas se tromper d'objectif. Car l'enjeu est de restaurer la crédibilité de l'Etat par une action juste et utile au plus près des populations, quel que soit le côté dont elles se réclament. Car, il s'agit avant tout de malien-ne-s.

La présente analyse commence par le centre du Mali. Stabiliser le centre, une zone très peuplée qui concentre une bonne partie de l'économie du pays, est une urgence. C'est pourquoi nous allons cibler les principaux acteurs de la crise dans cette partie du pays, à savoir les djihadistes et les dozos, la confrérie des chasseurs de l'Afrique de l'Ouest. Ensuite, nous verrons l'impact des différentes concertations intra- et intercommunautaires suivi de perspectives de négociations avec les djihadistes.

### **Qui sont les djihadistes au Mali ?**

Il est important de rappeler que le djihadisme a gagné tout d'abord le nord du pays après l'écrasement du Groupe islamique du Salut (GIA) par l'Algérie. Ses premiers chefs ont été soit des algériens, soit des mauritaniens, soit des sahraoui. A partir surtout de 2012 des recrutements au Mali ont eu lieu dans les communautés touaregs, arabes puis peulhs. En fin de compte il est établi qu'on rencontre parmi les djihadistes des éléments presque de toutes les ethnies du pays. Toutefois il apparaît qu'au sud du pays le recrutement se fait plus au sein de la communauté peulh et au nord, au sein des communautés touaregs et arabes. Il faut préciser que l'ethnie peule est présente sur la presque totalité du territoire national et du point de vue démographique est au moins la deuxième plus nombreuse au Mali. On trouve les peul-e-s dans toutes les régions du Mali, de Kayes à Ménaka en passant par Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro, Sikasso et Kayes. Cependant à travers différentes pérégrinations, une bonne partie des peul-e-s ont perdu leur langue d'origine. C'est le cas des peul-e-s du Ouassoulou, dans la région de Sikasso et des Khassonkés dans la région de Kayes. Naturellement en perdant leur dialecte, il-elle-s ont perdu d'autres pans de leur culture, comme l'élevage contrairement à leurs frères et sœurs du centre et du nord du Mali. Ces dernier-ière-s sont ceux-elles qui conservent l'élevage et l'esprit belliqueux. Musulman-e-s en général, il-elle-s se reconnaissent dans le royaume théocratique créé au XIXème et dirigé par le guide religieux Sékou Amadou.

Par le passé et comme de nos jours nous assistons à des conflits permanents entre pasteur-e-s peul-e-s et agriculteur-trices-s bambara dans les régions inondées de Mopti et Ségou, agriculteur-trice-s dogons dans les régions dans la zone exondée de la région de Mopti (cercles de Bandiagara, Bankass, Koro et Douentza) et dans les régions de Tombouctou et Gao avec les agriculteur-trice-s songhaïs. Dans la région de Ménaka, une zone d'élevage par excellence, nous avons çà et là des affrontements farouches entre pasteur-e-s touaregs et pasteur-e-s peul-e-s. Les vols et les enlèvements d'animaux y sont très fréquents.

Au centre du Mali, on met très souvent l'accent sur les pasteur-e-s peul-e-s en oubliant ceux qui constituent l'épicentre du conflit que sont les élèves coraniques, les talibés. En cas de conflit, les pasteur-e-s peul-e-s ont beaucoup à perdre, ce qui n'est pas le cas des dizaines de milliers d'élèves coraniques et de jeunes marabouts, peu cultivés, sans formation et sans aucune perspective d'avenir. Ce sont ces dernier-e-s qui ont répondu à l'appel du prédicateur peul Amadou Kouffa. Il-elle-s ont pris des armes pour des raisons diverses : djihads, vengeance et simple protection. Ces talibés, musulman-e-s fanatiques, endurci-e-s par les épreuves du traitement que leur imposent leurs maîtres de marabouts, non moins fanatiques.

Ces milliers de jeunes sans aucune perspective d'avenir, se retrouvent sans qualification et sans débouchés. Naturellement, il-elle-s furent une proie facile pour les adeptes du djihad qui les ont massivement recrutés-e-s comme moudjahidines ou combattant-e-s sur la voie de l'islam. Connaisseur-euse-s des terrains, révolté-e-s et revanchard-e-s face à une société qui ne leur réserve aucune place, il-elle-s demeurent un danger redoutable pour l'Etat et les communautés. La période actuelle est très propice pour les élèves coraniques qui peuvent prendre leur revanche contre leurs frères-soeurs pasteur-e-s très riches qui se moquaient d'eux par le passé, à cause de leur pauvreté, et qui s'avèrent très redoutables sur le champ de bataille.

### **Que représentent les dozos**

Les dozos, cette confrérie de chasseurs se retrouvent à la fois dans le centre chez les Bambaras et chez les Dogons. Par le passé, ils ont servi de combattants dans les royaumes et les contrées, qui se sont établis dans la zone avant la période coloniale. Ils sont généralement des guérisseurs et des détenteurs de pouvoirs mystiques. Ils sont aussi des agriculteurs et s'adonnent à la chasse des gibiers. Comme l'activité de chasseur s'estompe avec la disparition de la faune sauvage, l'activité du dozo, dénommée dozéa, s'est transformé en activité culturelle (animations de cérémonies de mariage, et de fêtes diverses). Suite aux nombreuses exactions perpétrées par de bandits et des djihadistes, les dozos se sont octroyés un nouveau challenge, celui de défendre leurs villages contre les assaillants. En milieu dogon, le groupe autodéfense des dozos prend le nom de « Dana Amassagou » (les chasseurs qui se confient à dieu).

Soulignons qu'on a observé un mouvement de dozos de la région de Sikasso, vers le centre pour épauler leurs frères de confrérie. Soulignons qu'on y trouve des dozos aguerris, qui ont joué un rôle important dans l'occupation du nord de la Côte d'Ivoire de 2000 à 2010.

### **Les concertations ou les petits pas vers la paix**

Des organisations de la société civile malienne avec l'appui de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MUNISMA), de l'ONG suisse *Humanitarian Dialogue* (HD) et bien d'autres partenaires œuvrent inlassablement pour le retour de la paix dans le centre du Mali.

De 2019 à nos jours, il y eu plus de vingt concertations dans le centre. Elles se concentrent principalement dans les cercles de Koro, Bankass, Douentza, Djenné et l'Office du Niger (Cercle de Niono et Kémacina). Cette zone a la particularité de mettre face à face les dozos et les djihadistes. Et les victimes sont principalement les populations civiles des deux camps. En plus des massacres suivis de représailles entre peul-e-s et dogons, ou entre peul-e-s et bambara, on a noté un mouvement considérable des populations qui cherchent à se sauver, suivi d'un arrêt total des activités économiques. Souvent il n'y a pas de foire, pas d'activités agricoles et pas d'activités d'élevage.

En 2019, les communes voisines de Baye et Ouenkoro s'étaient d'ores-et-déjà engagées en faveur de la paix. S'il en avait résulté l'arrêt des attaques entre les communautés, le retour de 400 déplacé-e-s et la levée de neuf embargos, la méfiance intercommunautaire dans le reste du cercle avait à l'époque empêché d'étendre les efforts de médiation. En effet, le niveau de violence ne cessait de s'intensifier et aura culminé avec l'attaque du village d'Ogossagou, le 23 mars 2019, qui causa la mort de plus de 160 civil-e-s peul-e-s.

En janvier 2021, dans le cercle voisin de Koro, voisin du cercle de Bankass, un accord a été signé entre les mêmes communautés mais de communes différentes. On a un effet d'entraînement d'un cercle à l'autre, d'une commune à l'autre. Les acteurs, y compris les djihadistes, rejoignent progressivement la dynamique.

Le 7 février 2021 un accord humanitaire de paix a été conclu entre les communautés peules, dafing et dogon de sept communes sur douze que compte le cercle de Bankass dans le centre du Mali. Elles s'engagent à garantir l'intégrité physique, la libre circulation des personnes, des biens et du bétail et condamnent les violences dans le cercle de Bankass.

En Mars 2021 une rencontre a regroupé les leaders communautaires des cercles de Tidermene et Achiboghou avec des représentants des djihadistes à Infalfalane par rapport au prélèvement de la dime, l'impôt local. Il a été conclu que tous les aspects relevant de la charia y compris la dime seront du ressort des religieux locaux.

Il faut noter qu'il y a eu plusieurs accords de ce type à travers le pays. C'est dire que les mécanismes traditionnels œuvrent régulièrement pour préserver tant bien que mal la quiétude sociale.

Généralement les protocoles des Accords sont similaires :

- a. Encourager les leaders communautaires à s'engager en faveur de la paix en pardonnant tous les actes passés et en diffusant des messages de cohésion et d'apaisement ;
- b. Faciliter la libre circulation des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue des communes ;
- c. Accompagner et faciliter le retour de tou-te-s les déplacé-e-s ;
- d. Encourager et faciliter la fréquentation des villages et des foires par toutes les communautés ;
- e. Ne pas circuler avec des armes dans les villages et villes ;
- f. S'opposer au vol de bétail et faciliter les recherches des biens et animaux volés afin qu'ils soient restitués à leur propriétaire-trice ;
- g. Faciliter la libre exploitation des ressources naturelles et foncières par toutes les communautés ;
- h. Œuvrer pour le développement socioéconomique des communes en facilitant le retour progressif des services publics et la circulation des ONG ;
- i. Respecter les us et les coutumes des différentes communautés et les lieux de cultes ;
- j. Respecter l'autorité morale des autorités traditionnelles et religieuses qui avant la crise préservaient la cohésion sociale et apaisaient les tensions sociales.

En 2021, il y a eu des accords dans les cercles de Douentza et de Djenné. Le dernier accord en date est celui du 14 mars 2021 à Niono, entre les djihadistes et les dozos, sous la supervision du Haut Conseil Islamique du Mali. C'est le seul accord qui a un délai d'un mois. Aussi le fait que les djihadistes exigent le départ de l'armée malienne du village de Farabougou, paraît insupportable pour l'opinion publique. Cependant, il s'agit là de petits pas vers la paix qu'il ne faut pas rejeter. Car les populations peule et bambara qui savourent ce temps de paix vont sans nul doute s'y accrocher.

### **Négocier avec les djihadistes : une chance pour l'Etat du Mali ?**

Bien que cela puisse paraître curieux, certain-e-s observateur-trice-s pensent que les djihadistes ont joué un rôle important dans le maintien de l'unité du Mali. En avril 2012, quand le mouvement indépendantiste touareg, le Mouvement de libération de l'Azawad (MNLA) a proclamé l'indépendance de l'Azawad, il fut chassé du nord par les djihadistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et du mouvement guidé par Iyad Ag GHALI, Ansardine.

Il faut relativiser, les adeptes de l'extrémisme violent ne sauraient être la solution à tout moment. Cependant, il faut reconnaître que les djihadistes maliens n'ont pas de revendications politiques, mais réclament plutôt une justice sociale à travers l'application officielle de la charia. Ils demeurent

disponibles pour les négociations chaque qu'ils sont sollicités : libération d'otages, ouverture des écoles, ouverture des marchés hebdomadaires, etc.

Les différents accords locaux entre des organisations de la société civile et les djihadistes obtenus aussi bien au sud qu'au nord du pays ont incontestablement contribué à réduire les souffrances des populations concernées bien que de façon non durable. On a là des petits pas sur le chemin de la construction de la paix qu'il faut renforcer et multiplier.

Cette approche est confortée par le fait que tous les foras organisés par l'Etat pour la réconciliation nationale en particulier les assises du Dialogue national inclusif ont bel et bien recommandé l'ouverture du dialogue avec les djihadistes maliens.

Avec les djihadistes maliens on déploiera moins d'efforts et d'énergie pour parvenir à une paix durable qu'avec les rebelles du nord. Les premiers plaident pour un système de gouvernance basé sur la charia, et les seconds ont des revendications politiques.

### **En perspective d'un dialogue avec les djihadistes**

Il faut ouvrir le dialogue avec les djihadistes, notamment leurs chefs Iyad Ag AGHALI et Amadou KOUFFA. Nous connaissons leurs revendications. Elles sont pour la plupart juridiques et déjà prises en charge dans nos pratiques et nos institutions. On peut rappeler entre autres :

- 1- Dans la plupart des villes du nord, depuis l'indépendance la plupart des litiges sociaux sont gérés par des cadis (magistrats selon la loi islamique), donc la charia y est appliquée.
- 2- Le mariage religieux est sanctionné par un acte de mariage au même titre que le mariage civil.
- 3- L'héritage se fait dans la plupart des cas selon le droit islamique, chez les musulman-e-s. Le juge n'intervient que lorsqu'il est sollicité par un des ayant-e-s droits.
- 4- Concernant, l'enseignement du coran, la ville de Tombouctou nous offre le meilleur exemple d'inspiration, à travers le compromis suivant qu'il y a eu entre les communautés musulmanes de Tombouctou et le colon français, lorsque celui-ci a demandé aux habitant-e-s de la ville de Tombouctou d'envoyer leurs enfants à l'école française : leurs enfants iront d'abord à l'école coranique tôt le matin et en fin d'après-midi, après avoir reçu un enseignement à l'école française. Cet arrangement fut très bénéfique pour la population de Tombouctou. Tout en fréquentant l'école française, l'écolier-ière apprend et maîtrise le coran. C'est-à-dire, en ce qui concerne la laïcité et la tolérance religieuse, Tombouctou offre l'un des meilleurs exemples au Mali. Après des formations conçues à cet effet, on peut recruter des maitres d'enseignement coranique, au premier cycle de l'école fondamentale (un enseignement qui existait pendant le premier régime dans le nord du Mali), et cela parmi ceux qui prônent aujourd'hui, la charia.
- 5- Il faut changer de vocable afin de changer les mentalités. Dans la plupart de nos langues vernaculaires, lorsqu'il s'agit de l'école française, on parle de l'école des mécréant-e-s (Takafart

en tamasheq ou la langue de Toubabou, ce dernier terme étant très péjoratif dans nos langues.).

En même temps, l'Etat et ses partenaires doivent canaliser la violence, éviter les pièges des djihadistes surtout dans le centre. Car en se mêlant aux populations, ces derniers favorisent sciemment, des victimes collatérales pendant les interventions de l'armée malienne et de ses partenaires, entraînant les condamnations des organisations des droits de l'homme.

Pour conclure, un dialogue sincère et franc avec les djihadistes aboutira à un compromis plus fécond que ce que nous vivons de nos jours. L'application de l'Accord de Paix inter malien issu du Processus d'Alger constitue un levier important pour l'aboutissement heureux de ce dialogue.

**Sur les auteurs :** Ibrahim Ag Idbaltanat est expert en développement et dialogue communautaire, Soumaguel OYAHIT est socio anthropologue communicant et Abdoulaye MACKO est expert en géopolitique et gestion des conflits.

*Les points de vue et opinions exprimés dans ce texte sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique ou les positions officielles de la Rosa Luxemburg Stiftung.*